

Reprendre la main sur l'argent

Extrait du discours de Fabien Roussel (p. 3)



Vidéo

Meeting de Fabien Roussel à la Fête de l'Humanité

Échos du stand national à la Fête de l'Humanité

(p.6)

Sentiment

Ça bataille ferme sur la question des salaires dans la presse économique ces temps-ci. Le message (officiel) qui est répété est le suivant : le pouvoir d'achat augmente mais salariés ne s'en rendent pas compte ; ils ne le mesurent pas. Ce serait donc une question de « ressenti négatif », de déficience de leur part, osons le mot. L'INSEE pourtant rectifie le tir : « en termes réels, les salaires ont baissé de 0,8% en 2023 dans le secteur privé ; en 2022, ils avaient reculé de 1,9%. » Sans parler de la valse des étiquettes. Dans l'alimentaire, elle atteint 12% en 2023. Résultat, pour le Figaro Economie : « l'argent disponible pour chaque ménage a fondu, participant à un sentiment de perte du pouvoir d'achat. » Un sentiment de perte, pas une perte, nuance...🌀

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« **Donnez au PCF les moyens d'intervenir** »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < Imons@pcf.fr >

21 septembre : Journée internationale de la paix. Événements et rassemblements dans toute la France.

27 septembre, à partir de 19 h : Soirée-débat consacrée à l'actualité des luttes au Kenya et présentation du parti communiste du Kenya (CPK). Avec Arthur Diot, attaché parlementaire et membre du secteur international du PCF. Section PCF Paris 18, 48 rue Duhesme (75018)

19 & 20 octobre : 83^e anniversaire de l'hommage aux fusillés de Châteaubriant. Pour les Francilien-nes, AR en bus, repas & hébergement, 90 €. Informations et inscriptions : Olivier Gault 0686284711 / olivier.gault@laposte.net

16 & 17 novembre : Fête de l'Humanité Normandie : musique, culture, politique... Entrée à partir de 20 €, gratuit pour les - de 12 ans. Parc des Expositions, Rouen (76)

23 & 24 novembre, à partir de 11 h : 33^e Fête de l'Humanité Bretagne : concerts, débats... Entrée 20 € les 2 jours, tarif solidaire 10 €, 1 jour 14 €. Parc des expositions, Lorient (56)

1^{er} décembre : Assemblée des Femmes. Plus d'informations à venir.

ET AUSSI LA SEMAINE DERNIÈRE

13, 14 & 15 septembre : Fête de l'Humanité. Encore une très belle édition cette année ! Le Plessis-Pâté (91)



Reprendre la main sur l'argent

Extrait du discours de Fabien Roussel

[...] **E**t d'abord nous parlerons d'argent. Et eux nous répondront « dette », « déficit », « 3 % ». Allons sur ce terrain, parlons d'argent ! Les communistes adorent ça. Parlons de toutes ces richesses créées par le monde du travail ; parlons des dividendes, de la BCE, des grandes fortunes. Ces richesses qui coulent à flots pour les premiers de cordée mais qui ne ruissellent jamais vers le bas.

À Monsieur Barnier, ministre de Sarkozy, je rappellerai que sous ce gouvernement, en 2007, les 500 plus grandes fortunes de France avaient un patrimoine de 270 Mds d'euros, ce qui représentait 14 % du PIB. Cinq ans après, ils avaient déjà gagné 50 milliards de plus ! Aujourd'hui, quinze ans après, leur fortune s'élève à 1 200 milliards ! C'est 41 % du PIB !

Mes amis, mes camarades, c'est à cela qu'il faut s'attaquer, c'est le cœur du système. Reprenons la main sur cet argent, sur nos richesses, sur nos outils de travail. Mettons fin à la dictature de la finance. Et pour cela, mettons au pouvoir l'union de la gauche et les jours heureux ! 1 200 milliards entre les mains de 500 familles... Quand même, il doit y avoir de sacrées méga bassines de tunes tout là-haut dans leur château. Je vais en parler avec Marine Tondelier... Unis contre les méga bassines de tunes ! Ça peut faire des beaux rassemblements devant les banques ! Mais pas de ZAD !



Nous voulons une banque publique, au service de la nation, qui prête à taux 0 ou négatif, avec des critères fixés démocratiquement, pour financer la transition écologique, les services publics, nos communes et la réindustrialisation du pays. Nous voulons reprendre le pouvoir sur l'argent, sur les richesses que nous créons. Il y a 3 000 milliards d'euros d'argent dans les banques. Il y a eu plus de 4 000 milliards d'euros créés par la BCE, distribués aux banques et si mal utilisés par Emmanuel Macron.

La grande bataille à mener, c'est celle de mettre ces sommes colossales au service de l'intérêt général, du climat, des services publics, de

l'industrie. C'est possible. C'est une question de volonté politique. Car nous voulons vivre dans une France qui prend soin de tout le monde, qui prend soin de ses enfants comme de ses aînés, qui retrouve une industrie au service de la nation, une France qui garantit à chacun de pouvoir vivre de son travail.

Nous voulons construire des écoles, des facs, des maternités, des crèches, des hôpitaux, des commissariats, et avec tous les agents du service public nécessaires pour les faire vivre. Nous voulons relancer le logement, garantir un toit pour tous. Nous voulons lancer ces grands travaux pour développer le rail, le fluvial et multiplier par deux la

- FÊTE DE L'HUMANITÉ

production d'électricité en France. Comme nous le proposons dans notre Plan Climat pour la France «Empreinte 2050».

Nous voulons former, bâtir, reconstruire, produire, pour créer de la richesse, pour financer la protection sociale, sauver la biodiversité et tenir nos engagements climatiques.

Ce ne sont pas les banques et encore moins les traders qui sauveront la France, ce sont les profs, les soignants, les cheminots, les énergéticiens, les chercheurs, les ingénieurs. Et c'est avec eux que nous le ferons.

Nous voulons de beaux et grands services publics, car c'est le moyen le plus efficace pour garantir l'égalité des droits pour tous et partout. L'accès à la santé, à l'école, à l'énergie, au transport, au logement, c'est essentiel. C'est pour cela que l'argent est capital pour construire cette République du service public.

Nous voulons aussi retrouver une industrie au service de la nation et pas des actionnaires, dans laquelle chaque ouvrier, chaque ingénieur se sent respecté, écouté, et participe aux décisions collectives.

Je m'inquiète pour les salariés de l'automobile, de la chimie, de la sidérurgie, toujours trahis par des spéculateurs, des fonds de pensions qui ne pensent qu'à leurs dividendes. Trahis aussi par ces élites, ces commissaires européens non élus, ces ministres qui les ont vendus sur l'autel de la concurrence libre et non faussée.

Je pense aux salariés de Durisotti à Sallaumines. 450 emplois menacés dans le Pas-de-Calais ; je pense à ceux de MA France que vous avez accueillis tout à l'heure. Avec eux, battons-nous pour nos



usines !

Pour nous, l'industrie c'est la vie, nous ne pouvons pas la laisser dans les mains des marchés financiers.

Nous défendons une stratégie industrielle pour la France qui permettra de produire en France ce que nous consommons en France. Ne laissons pas les marchés financiers décider et ouvrons une nouvelle ère pour l'industrie française. L'industrie, c'est la vie ! Voilà l'ambition que nous voulons partager pour la France, pour chaque Français.

Il y a des millions d'emplois à créer, d'hommes et de femmes à former, dans le public comme dans le privé. Il y a tellement de jeunes qui rêvent de s'investir pour leur pays. Il y a tellement de salariés dévoués dans leur métier qui aiment ce qu'ils font. Il ne leur manque que cette grande ambition collective, au service de tous ! Au service de l'être humain et de la planète.

C'est cela que je souhaite partager avec vous. Permettre à chacun d'être fier de son travail, de

pouvoir en vivre, de s'y épanouir, de pouvoir se projeter, évoluer, partager sa passion avec ses enfants.

Dans notre projet pour la France, le travail est central. Nous lui redonnons tout son sens et nous ne voulons laisser personne de côté. Dans la France du travail que nous voulons bâtir, chacun trouvera sa place, selon ses compétences, son expérience. Nous voulons zéro chômeur en France. La gauche du travail, c'est celle qui met sur la table cet objectif : éradiquer le chômage, interdire le chômage !

Oui, interdire le chômage avec des emplois bien payés, avec un Smic à 2 000 euros brut, un rattrapage de tous les salaires et leur indexation sur l'inflation. Et avec des salariés qui participent aux décisions ! Nous voulons pour chacune et chacun un emploi ou une formation et un bon salaire pour pouvoir en vivre.

Nous voulons une France du travail.✳

Un stand du Conseil national qui fait événement

L'un des grands événements de cette Fête de l'Humanité a été organisé par la direction du PCF sur son stand du Conseil national, avec le débat « Reconquérir le monde du travail face au RN », entre Fabien Roussel (secrétaire national du PCF), Sophie Binet (secrétaire générale de la CGT) et Lucie Castets (candidate du Nouveau Front populaire au poste de Premier ministre), vendredi 13 septembre.

À la tombée de la nuit, une foule dense et attentive a suivi les échanges dans le stand plein à craquer, occupant à l'extérieur l'essentiel de la place, face à l'écran géant et à distance sur les réseaux sociaux ([disponible en différé](#)). Dans la situation politique complexe, face à une menace grandissante de l'extrême droite devenue le « plan B » d'une partie du patronat qui s'appuie sur les divisions qu'il exacerbe lui-même entre travailleurs, les analyses et propositions étaient attendues. Les trois intervenants ont fait avancer la réflexion sur la manière de faire converger les luttes sociales et le rassemblement politique sur une base sociale large, de toutes les personnes exploitées : vaincre la résignation et les divisions par des conquêtes possibles et progressives de nouveaux pouvoirs sur les choix de production des richesses et sur l'utilisation de l'argent, avec de nouvelles protections et des services publics. C'est le centre de gravité de la gauche où se trouve le PCF, et qui traduit de nouvelles relations avec le monde syndical et associatif.

Ces relations ont encore été renforcées lors des



débats sur les réformes scolaires avec Benoit Teste de la FSU et sur la révolution féministe avec les représentantes d'organisations. Point commun qui fait consensus entre les intervenants de tous ces débats : il ne s'agit pas seulement de résister, mais de porter une alternative crédible, avec des améliorations palpables inscrites dans les lois (comme l'ont évoqué les parlementaires Pierre Ouzoulias sur l'éducation, et les différents députés ultramarins), permettant de faire un pas vers une société meilleure. (Débats à revoir sur nos réseaux sociaux).

Pour conquérir du terrain dans la bataille d'idées et dans les institutions, il y a besoin d'un PCF renforcé, au plus près des gens, avec des militants formés pour convaincre sur les lieux de travail, d'étude et de vie : la vague d'adhésions s'est poursuivie, tout en appelant à ce que l'on passe à la vitesse supérieure. Dans cette dynamique, l'accueil des nouveaux adhérents par Fabien Roussel dimanche a constitué un temps fort pour qu'ils prennent dès maintenant toute leur place.

De même que les retrouvailles des candidats aux élections de printemps dernier, avec leurs équipes



locales autour de Léon Deffontaines, qui restent mobilisés pour les prochaines échéances. Parmi celles-ci, un enjeu majeur réside dans les élections municipales de 2026. Le débat à ce sujet avec des maires des différents partis de gauche montre que le PCF se met en ordre de bataille pour faire des villes un point de résistance aux logiques du capital et de conquêtes pour un mieux-vivre porteur de perspectives.

Merci aux militant.e.s qui ont fait vivre le stand.✪

Stéphane Bonnery & Shirley Wirden

responsables du stand



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e

COMITÉ DE RÉDACTION :

Igor Zamichiei (directeur),
Gérald Briant, Yann Henzel,
Amado Lebaube,

Méline Le Gourriérec, Léna Mons, Rachel Ramadour.

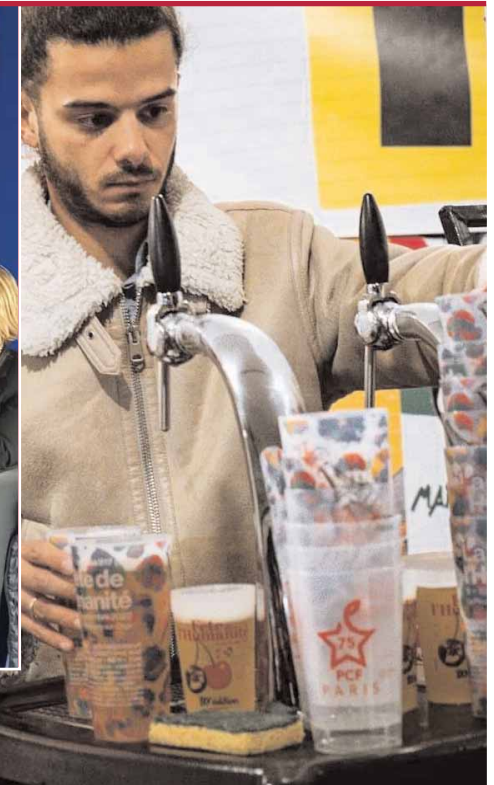
RÉDACTION : Gérard Streiff / Mèl : communistes@pcf.fr

RELECTURE : Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info

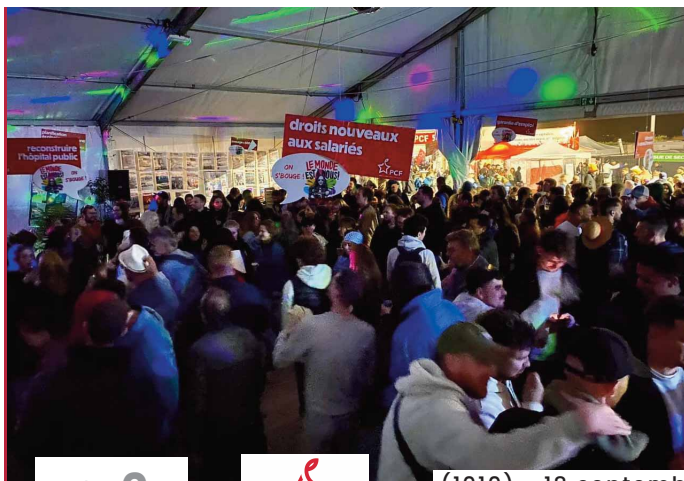
(Tél. : 06 07 99 90 81) Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

FÊTE DE L'HUMA EN IMAGES



PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.



Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Intervention d'Assan Lakehouli sur la scène de la Fête de l'Humanité

Avant toute chose, je veux remercier tous les militants communistes, tous les gens qui font que cette Fête puisse tenir debout ! Merci aussi aux camarades qui nous permettent de passer une bonne fête ensemble. Merci à la Fête de l'Humanité, merci à Fabien Gay, directeur du journal. Vous savez, la Fête de l'Humanité, c'est pas un festival comme un autre. Ici, on est dans la plus grande fête populaire d'Europe. Et je veux vous dire une chose qui me tient à cœur. Vous avez vu aux dernières élections, ça s'est joué à rien, le RN a failli gagner. Et on ne sait pas ce qui se passera demain. Ça dépend de nous, ça dépend de vous, ça dépend de notre capacité à nous organiser pour aller les battre.

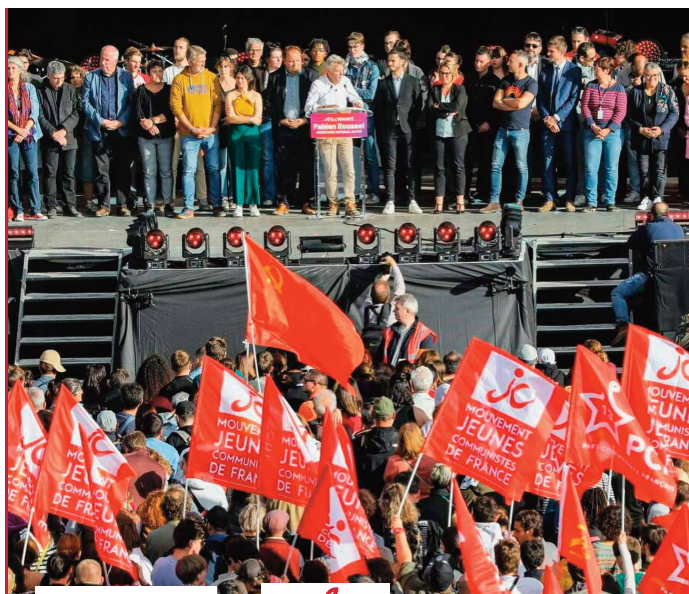
On connaît forcément quelqu'un de notre entourage, un pote de promo, un collègue, quelqu'un qui a envisagé de voter pour le RN, quelqu'un qui a voté pour le RN, il faut aller leur parler. Il faut leur dire que non, c'est pas les immigrés qui font fermer les entreprises en France. C'est pas les immigrés qui font que nos vies sont pourries par Parcoursup. Il faut aller les convaincre. On va aller leur dire que c'est à cause des actionnaires, des banquiers, des patrons, à cause de ce système capitaliste de merde qu'on veut faire tomber ! Pour ça je vous propose un outil. On s'est tous demandé ce qu'on peut faire dans la période, pour aider. Je vous propose de rejoindre les Jeunes Communistes, c'est un outil à votre disposition. Venez chez nous, vous êtes les bienvenus ; engagez-vous et ensemble on va gagner ! On va faire reculer le RN, et on va construire un monde de paix, débarrassé de Parcoursup, on va construire des logements étudiants. On est ensemble ! ✳

Assan Lakehouli
secrétaire général du MJCF



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin



Solidarité et luttes communes entre communistes français et japonais



La sécurité collective mondiale, la militarisation du Japon, la course aux armements dans la région Asie-Pacifique, la montée de la xénophobie ont été au centre des échanges entre les partis communistes français et japonais lors de la visite à Paris début septembre d'une délégation du PCJ conduite par Shii Kazao, président du Comité central du Parti communiste japonais¹. Cette dernière effectuait une tournée européenne et a été reçue le 7 avril à l'espace Niemeyer par Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, et Vincent Boulet, responsable des relations internationales.



Au cours de la rencontre, les deux partis ont mis en avant leur convergence de vue sur l'impérieuse nécessité de travailler de concert sur les questions internationales, le nouvel ordre mondial, la recherche des règlements des conflits dans le respect du droit des peuples sur les principes de la charte de l'Onu et sur de nombreuses questions concernant le mouvement communiste international.

Il est convenu de consolider les relations bilatérales en organisant des rendez-vous réguliers permettant la mise en commun de réflexions portant autant sur des sujets d'actualité qu'à des échanges théoriques.

Shii Kazao a mis en avant le danger que représente l'actuelle remilitarisation de son pays, dont la nouvelle stratégie de sécurité annoncée en décembre 2022 avec le doublement de son budget annuel de la défense en cinq ans et l'acquisition de missiles à

longue portée est une rupture historique avec la Constitution pacifiste et conforte l'alignement de Tokyo sur Washington. Une politique lourde de danger pour l'archipel et la région Asie-Pacifique menée par le Parti libéral-démocrate (PLD) au pouvoir. Condamnant la politique belliciste des États-Unis dans la région contre Pékin, le PCJ n'en exprime pas moins son inquiétude sur les revendications de la Chine dans les mers de Chine orientale et méridionale et les manœuvres militaires exercées autour de Taïwan.

Shii Kazao a également rappelé que son pays était engagé dans une série de contentieux territoriaux sur des îles, les Kouriles avec la Russie, les îles Dokdo (les Takeshima selon la dénomination nippone) avec la Corée du Sud, et les îles Diaoyu – ou Senkaku – avec la Chine. Pour le dirigeant communiste tous ces conten-

tieux territoriaux doivent trouver une solution pacifique. Le PCJ a ainsi publié une série de propositions en faveur d'une paix régionale et la démilitarisation de la région.

Avec la révélation – par le journal *Akahata* (l'organe central du PCJ) – de l'existence de « caisses noires » au sein du Parti libéral-démocrate qui a provoqué la démission du Premier ministre, Fumio Kishida, le Japon est entré dans une crise politique et sociale dont la montée de la xénophobie est une grave conséquence. Dans la perspective des élections législatives de l'année prochaine, Shii Kazuo a exposé la politique et les ambitions de son parti : construire une large alliance pour mettre fin au pouvoir du PLD dans un esprit de « coalition nationale ». Une alliance qui inclurait les partis de gauche et s'élargirait au Parti constitutionnel démocrate (PCD). Les efforts pour construire une lutte commune de l'opposition ont déjà permis un accord sur la lutte contre la militarisation menée par le PLD.

L'année 2025 sera particulièrement importante pour l'archipel qui commémorera l'an prochain le 80^e anniversaire de la tragédie nucléaire d'Hiroshima et de Nagasaki. Commémoration à laquelle le Parti communiste français s'est engagé à participer activement. 🇫🇷

Dominique Bari

1. La délégation était composée également de Yasuo Ogata, vice-président et responsable de la commission internationale du PCJ, et des membres du Comité exécutif permanent du parti et membre de la chambre des conseillers.